



Discours de Maryam Radjavi dans une réunion à la Fondation Luigi Einaudi en Italie

13 Juillet 2023

Le jeudi 13 juillet, Maryam Radjavi a été invitée à la Fondation Luigi Einaudi de Rome pour y parler des crises économiques et sociales du régime clérical, du soulèvement et de la résistance du peuple iranien, mais aussi de la politique correcte à adopter face à ce régime. La rencontre a donné lieu à un débat.

La Fondation Einaudi, créée il y a 62 ans, porte le nom du premier président de la République italienne après la Seconde Guerre mondiale. C'est un centre de recherche culturel, politique et économique.

Le secrétaire général de cette fondation, le sénateur Andrea Cangini a réservé un accueil chaleureux à Maryam Radjavi, à laquelle il a déclaré qu'il était important que l'opinion publique occidentale soit constamment informée de ce qui se passe en Iran et que son attention à la cause d'un Iran démocratique ne devait pas diminuer.

Nous avons appelé les gouvernements européens et occidentaux à agir de concert, a-t-il ajouté. Nous ne sommes pas d'un côté particulier, nous sommes aux côtés du peuple iranien.

J'ai lu le plan en 10 points de Mme Radjavi, il parle de suffrage universel, d'égalité entre les femmes et les hommes, de liberté de la presse, de pluralisme et de parlementarisme. Aucun de ces 10 points ne peut soulever l'opposition de quiconque en Italie ou dans le monde qui se considère comme défenseur de la liberté, a-t-il estimé.

Ainsi donc, si c'est la base du mouvement, ce programme est aussi la base de notre mouvement!

Puis, le sénateur Giulio Terzi, qui est le coordinateur des affaires internationales et du comité scientifique de la Fondation Luigi Einaudi, a mis en avant la déclaration de la majorité du Sénat et de la Chambre des députés italiens.

La signature de cette déclaration par une majorité de parlementaires italiens, a-t-il expliqué, confirme le fait que la croyance dans le Conseil national de la Résistance iranienne et les Moudjahidine du peuple, qui constituent une grande partie de ce large conseil dirigé par Mme Maryam Radjavi, est exacte, bien connue et profondément enracinée.

A la fin, le sénateur Terzi a appelé à des mesures pratiques, notamment : lutter contre le terrorisme, fermer les centres du régime qui soutiennent les terroristes, couper la coopération commerciale et la coopération en matière de sécurité internationale avec le corps des pasdarans et enfin inscrire le corps des pasdarans sur la liste des organisations terroristes.

Maryam Radjavi a brossé un tableau de la situation explosive de la société iranienne et de l'emprise des pasdarans sur la majeure partie de l'économie du pays. Au moins la moitié du produit intérieur brut de l'Iran, a-t-elle rappelé, circule dans les activités financières et commerciales des sociétés et fondations de Khamenei et des pasdarans.

Les budgets des pasdarans, de la milice du Bassidj, des milices mandataires au Liban, en Palestine, en Syrie, en Irak et au Yémen, en plus du programme de missiles et nucléaire et de la construction de drones, pèsent lourdement sur l'économie iranienne.

Ensuite, M. Giorgio Rutelli, rédacteur en chef du magazine Formiche, est intervenu en tant que modérateur de la réunion et a discuté des questions sur la situation économique et sociale de l'Iran et des programmes de résistance.

Le discours de Maryam Radjavi lors de cette réunion se trouve ci-dessous:

La situation économique de l'Iran, reflète la phase finale de la dictature religieuse. Ces derniers mois, l'Iran a surtout été dans l'actualité pour le soulèvement populaire visant à renverser le régime en place.

Il est également connu depuis longtemps pour le pétrole, le gaz et un marché de consommation en croissance.

Cette situation soulève une question importante : pourquoi le régime en place ne réduit-il pas le mécontentement explosif de la société en utilisant cette immense richesse?

Cette question explique la situation économique de l'Iran.

Au moins la moitié du produit intérieur brut de l'Iran est accaparée par les activités financières et commerciales des sociétés et des fondations de la dictature religieuse et du corps des pasdarans.

En matière quantitative et qualitative, elles imposent leur hégémonie sur l'économie iranienne. Elles ne paient pas d'impôts et leurs revenus n'entrent pas dans le cycle économique du pays.

Et en plus des revenus de leurs propres entreprises, elles engloutissent entre 25 et 30 % du budget annuel du gouvernement.

Les budgets du corps des pasdarans, de la milice du Bassidj et des milices par

procuration au Liban, en Palestine, en Syrie, en Irak et au Yémen, ainsi que du programme nucléaire et de missiles et de la production de drones pèsent lourdement sur l'économie iranienne.

Ce sont elles aussi qui ont opéré la majeure partie des retraits du “Fonds national de développement” ces dernières années. En conséquence, sur les 150 milliards de dollars de réserves de ce fonds, 140 milliards ont été aspirés. Les compagnies du corps des pasdarans et de l'organisme du guide suprême contractent des prêts bancaires gigantesques jamais remboursés.

Aujourd'hui, le système bancaire du pays est en faillite. Il est question de fusionner dix banques déficitaires dans des banques plus grandes.

En raison de ces politiques, ces dix dernières années, la croissance économique de l'Iran a été pratiquement nulle. Or durant la même période, la population iranienne a augmenté de onze millions d'habitants. Le pouvoir de création d'emplois de l'économie est nul ou très faible la plupart des années.

La population inactive du pays a atteint 59%. Le taux d'investissement, négatif, est tombé à – 60% l'an dernier.

Bien que l'Iran possède l'une des plus grandes réserves de gaz au monde, pour approvisionner la population en hiver, il lui faut couper le gaz aux usines et aux centrales électriques. L'approvisionnement en électricité pour la consommation a également été fortement ébranlé en raison de l'insuffisance des investissements ces dernières années.

Tout le pays est en proie à la crise de l'eau. Les ressources en eau du pays ont été gravement endommagées en raison de l'intervention du gouvernement, comme le transfert des ressources en eau vers les usines des pasdarans.

Le déficit budgétaire est supérieur à 50% chaque année. L'indice des prix des biens de consommation a augmenté de 483% au cours des cinq dernières années. Et le taux d'inflation a frôlé les 70.%

La situation économique du pays reflète la phase finale de la dictature religieuse dont le soutien social s'est réduit comme une peau de chagrin.

Les soulèvements en Iran après 2017

De leur côté, les soulèvements en Iran ont atteint un nouveau sommet depuis 2017. Ce n'est pas le début mais la fin d'un chemin qui mène à un choc entre la société et le régime en place.

Il y a eu onze soulèvements nationaux depuis l'hiver 2017/2018. Les réformateurs qui ont été complices de tous les crimes, ont pendant des années brandi l'illusion de la modération du régime. Mais les mouvements de révolte ont annoncé leur fin. Les insurgés ont montré qu'ils ne retournaient pas au passé et ne pliaient pas non plus devant le statu quo. Au contraire, ils sont tournés vers l'avenir et progressent vers une république démocratique.

Les soulèvements vont dans le sens du renversement de la tyrannie. Les unités de résistance mènent sans répit leurs activités et portent des coups à la répression en place.

La poursuite du soulèvement est due à deux facteurs:

Premièrement, les perturbations socio-économiques causées par les politiques prédatrices du régime qui attisent le mécontentement.

Deuxièmement, l'existence d'une résistance organisée qui oriente le mécontentement vers le soulèvement.

Le renversement : la clé de l'équation iranienne

Pourquoi le régime a-t-il autant besoin de bellicisme et de terrorisme ? Et pourquoi un pays qui abrite l'un des peuples les plus pauvres au monde dépense-t-il deux mille milliards de dollars pour un programme nucléaire et les déficits qu'il engendre?

La réponse est que les programmes nucléaires et de missiles, la production de drones et la création de milices par procuration dans la région, sont autant de moyens de se prémunir contre la menace de renversement.

C'est la clé pour comprendre l'équation de l'Iran.

C'est la raison pour laquelle le régime redoute l'alternative démocratique et demande aux gouvernements occidentaux de limiter la Résistance iranienne, la raison pour laquelle il ne réduit pas la répression et ses attaques terroristes hors d'Iran, et la raison de l'impasse où aboutissent ses mesures pour empêcher son renversement.

Cette politique a largement causé la pauvreté, le chômage, la pénurie d'eau, le sans-abrisme et la crise des médicaments et des traitements.

C'est pourquoi, toute transaction avec l'Iran alimente les entreprises du corps des pasdaran et de Khamenei. Et par conséquent, participe à la destruction de l'économie iranienne.

Pour se maintenir au pouvoir, le régime appauvrit la population année après année.

Du coup, année après année, les doléances explosives s'accumulent. Cela signifie que les conditions objectives s'attisent. C'est pourquoi, les soulèvements successifs

pour renverser le régime ne s'arrêtent pas et le régime ne peut pas revenir à l'équilibre précédent.

La réponse à ce régime et la solution au problème de l'Iran résident dans le peuple iranien, sa Résistance et son soulèvement.

La coalition démocratique du Conseil national de la Résistance iranienne (CNRI), veut instaurer une république démocratique fondée sur la séparation de la religion et de l'État, l'égalité entre les femmes et les hommes, l'autonomie des minorités ethniques, l'abolition de la peine de mort et un Iran non nucléaire.

Le plan en dix points résume les plans et le programme du CNRI pour l'Iran de demain et ont fait consensus entre les parlementaires des peuples d'Europe et d'Amérique du nord.

Selon le plan du CNRI, des élections libres auront lieu dans les six mois suivant le renversement du régime pour former l'Assemblée constituante avant de transférer le pouvoir aux représentants élus du peuple. En même temps, ce parlement sera chargé de rédiger la constitution.

Une politique correcte vis-à-vis de l'Iran

J'ai fait part des éléments d'une politique correcte vis-à-vis de l'Iran en six propositions à la commission des Affaires étrangères de la Chambre des députés italienne, et je les répète ici.

Vous pouvez dire qu'il est impossible de suivre ces propositions en raison des obstacles politico-économiques qui touchent les pays occidentaux.

Mais les menaces pressantes venant de ce régime exigent que les politiques soient au moins orientées dans cette direction.

Malheureusement, certains pays européens et occidentaux se dirigent dans la direction opposée et alimentent le terrorisme, le bellicisme et l'insécurité engendrés par le régime dans la région et dans le monde.

Ces propositions sont les suivantes:

Désigner le corps des pasdarans comme une organisation terroriste et s'opposer activement à la présence des pasdarans hors des frontières de l'Iran, notamment en Syrie, en Irak, au Liban, au Yémen et dans d'autres pays.

Reconnaître le droit du peuple iranien de se défendre contre les gardiens de la révolution, de renverser le régime et d'établir une république démocratique fondée sur la séparation de la religion et de l'Etat.

Utiliser le mécanisme de déclenchement (snapback) et activer les six résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU sur le programme nucléaire. Suspendre tous les programmes nucléaires et de missiles contraires aux Résolutions de l'ONU et lancer des inspections sans condition des installations nucléaires et de missiles. Renvoyer le dossier des violations brutales et systématiques des droits humains devant le Conseil de sécurité de l'ONU et traduire en justice les dirigeants du régime pour 40 ans de génocide et de crimes contre l'humanité.

Rompre les relations économiques et appliquer des sanctions générales, notamment pétrolières et bancaires pour couper des artères financières du régime entièrement au service de la répression, des armes nucléaires, du terrorisme et des interventions régionales.

Désigner le régime comme une menace pour la paix et la sécurité mondiales et de le placer sous le Chapitre 7 de la Charte des Nations Unies.